

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
44200 Nantes

Nantes, le 03/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAITERIE DU VAL D'ANCENIS

BP 102
44150 Ancenis-Saint-Géréon

Références : N4-2023-453-RI
Code AIOT : 0006300906

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/04/2023 dans l'établissement LAITERIE DU VAL D'ANCENIS implanté ZI de l'Hermitage BP 80169 44150 Ancenis-Saint-Géréon. L'inspection a été annoncée le 21/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAITERIE DU VAL D'ANCENIS
- ZI de l'Hermitage BP 80169 44150 Ancenis-Saint-Géréon
- Code AIOT : 0006300906
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La laiterie Val d'Ancenis est spécialisée dans la fabrication de beurre, de lait en poudre et de fromages.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risque incendie:
 - plan des installations et plan des moyens de lutte contre l'incendie
 - état des stocks
 - formation du personnel, registre des exercices et consignes sur la mise en œuvre des moyens

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	état des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 et 50	/	Sans objet
4	conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II, article 9	/	Sans objet
5	dispositifs d'évacuation de fumées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, annexe II article 5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	plan des installations et plan des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018	/	Sans objet
3	exercices et consignes	Arrêté Préfectoral du 12/12/2006, article 271.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a montré que l'exploitant assure un suivi des moyens de détection et de lutte contre l'incendie, dispose des plans associés et qu'il réalise des exercices d'évacuation et des exercices avec le SDIS.

En revanche, s'agissant de l'état des stocks, l'inspection, réalisée par sondage sur le magasin d'emballages, a montré que l'exploitant ne peut produire qu'une information lacunaire (absence de quantités) et peu lisible (codes).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : plan des installations et plan des moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>AM - 03/08/18 - 2910 E - Article 15 - Localisation des risques. L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant signale la nature du risque dans chacune de ces parties sur un panneau conventionnel. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</p> <p>AM - 03/08/18 - 2910 E - Article 19 > IV. - Accessibilité. L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours : - les plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ; - des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux.</p> <p>AM - 03/08/18 - 2910 E - Article 21 - Moyens de lutte contre l'incendie. L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : 1. D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; 2. De plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 15 ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le plan identifiant les parties présentant les différents types de risques (incendie, explosion, pollution des eaux). Les plans présentant, par bâtiment, les moyens de protection incendie avaient été adressés par l'exploitant préalablement à l'inspection A noter que le plan, qui date de 2018 (DDAE-EDD), va être prochainement mis à jour. L'enjeu "liquides incompatibles", désormais réglementaire, sera pris en compte.</p> <p>Le PER, à jour, sera adressé par l'exploitant à l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose de moyens de détection incendie (chaleur et CO) qui alertent immédiatement le gardiennage 24h/24. Chaque événement détecté entraîne une levée de doute immédiate sur site puis éventuel appel du SDIS.</p> <p>4 accès principaux ont été définis avec le SDIS, selon la nature du risque (NH³ par exemple)</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : état des stocks
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 et 50
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Constats :</p> <p>L'état des stocks des matières dangereuses est consulté. Il s'agit d'extraction de l'outil "c-reach". Il est nécessaire, pour chaque référence produit, de descendre plusieurs niveaux d'arborescence et d'atteindre la fiche de données de sécurité avant de connaître la nature du produit référencé.</p> <p>Ce point est à améliorer afin de faire apparaître la nature du produit dans l'état des matières stockées.</p> <p>L'état des stocks a été recherché, par sondage, dans un bâtiment, le magasin de stockage d'emballages.</p> <p>L'outil utilisé par l'exploitant pour répondre à cette demande est l'outil "VIF" : pour les emballages, l'outil ne dispose d'aucune information de tonnage (ou de volume). L'information obtenue est le "nombre de palettes" total dans le magasin (sans information sur le remplissage ou sur le poids, très variable en pratique, de chaque palette). De plus, l'information du nombre de palettes (en</p>

petits caractères et non explicite) n'est compréhensible que par l'exploitant.
Enfin, les articles ne sont identifiés que par des codes.

Cette information est insuffisante au regard de la réglementation (arrêté du 4/10/10) et au regard des besoins du SDIS dans le cas où un sinistre se produirait.

L'exploitant adaptera donc ses outils informatiques (les informations existent déjà, mais elles sont situées dans des bases de données multiples, sans être croisées), **afin de pouvoir disposer rapidement d'une information synthétique, par bâtiment et par grands types de produits, sur les quantités (en kg) de produits stockés.** L'information sur le grand type de produit (papier, carton, plastique, etc) sera associée à l'information sur le caractère combustible ou non du produit stocké.

Dans l'état des stocks détaillé, les codes pourront être associés à des noms de produits et les emplacements pourront figurer sur des plans, afin d'être compréhensibles par des personnes autres que l'exploitant.

De manière globale, sous 3 mois, l'état des stocks sur le site doit être réalisé en conformité aux articles 49 et 50 de l'arrêté Ministériel du 04/10/2010.

En particulier, l'exploitant présentera à l'inspection des ICPE sous 3 mois un état des stocks, à date, du bâtiment inspecté (magasin d'emballages).

A noter également :

- Dans un autre bâtiment, la beurrerie, l'exploitant a produit rapidement lors de l'inspection l'état des stocks en quantité (20.500 kg).
- La base de données de l'état des stocks est sauvegardée en permanence sur un serveur situé sur un autre site.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : exercices et consignes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2006, article 271.5
Thème(s) : Risques accidentels, vérifications et exercices
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le personnel appelé à intervenir doit être entraîné périodiquement au cours d'exercices organisés à la cadence d'une fois par an au minimum, à la mise en œuvre de matériels d'incendie et de secours ainsi qu'à l'exécution de diverses tâches prévues par le plan d'opération interne s'il existe. Le chef d'établissement propose aux Services Départementaux d'Incendie et de Secours leur participation à un exercice commun annuel. Des exercices d'évacuation doivent être réalisés au moins une fois par an. L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les comptes-rendus de ses vérifications et exercices.
Constats : L'exploitant a adressé, préalablement à l'inspection, la liste de ses moyens d'extinction (450 extincteurs eau 353 extincteurs autres, 31 RIA, 8 bouches d'incendie et 2 dispositifs de "noyage" (=sprinklage haut débit) des 2 tours de séchage) Le dispositif de noyage la tour "45000" est mis en fonctionnement pour test une fois par an Celui de la tour "MSD" est testé chaque semaine (réserve d'eau en sommet de tour) Les RIA sont testés tous les ans. Des exercices avec le SDIS ont lieu tous les 2 ans environ, plutôt sur une thématique spécifique (ammoniac notamment) Un exercice "incendie" avec le SDIS devrait être programmé dans les prochains mois. Le compte-rendu du dernier exercice (NH3, 12/10/22) est consulté. Des exercices d'évacuation du personnel, en inopiné, ont lieu 2 fois par an pour chaque secteur de l'installation. La présence de l'affichage des consignes de sécurité en entrées de bâtiments, conformément au 27.3 de l'AP du 12/12/05, est constaté lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 9. Conditions de stockage Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante : 1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m ² ; 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ; 3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum
Constats : Dans le magasin d'emballages, le stockage en masse est constitué de 2 îlots de l'ordre de 700 à 800 m ² chacun (bâtiment de 1 800 m ²). L'exploitant justifiera sous un mois, par exemple au titre de l'antériorité, de son non-assujettissement à la limite de 500 m² fixée par l'arrêté ministériel. À défaut de justification, il modifiera en conséquence ses modalités de stockage.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : dispositifs d'évacuation de fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article annexe II article 5
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés. "
Constats : La toiture du magasin d'emballages ne dispose pas de dispositifs d'évacuation de fumées. La toiture comporte néanmoins des carrés de matériau translucide ("lanterneaux"), qui sont supposés fondre à la chaleur. Mais l'exploitant ne connaît pas la nature de ce matériau. À noter que ce bâtiment, dont la toiture est en fibrociment (amiante), a vocation selon l'exploitant à être démolie dans les prochaines années. L'exploitant précisera, sous un mois, depuis quelle date le bâtiment est utilisé en tant qu'entrepôt de stockage. Il en déduira la réglementation qui lui est applicable s'agissant des dispositifs de désenfumage dans ce bâtiment et se positionnera, en conséquence, sur la conformité des lanterneaux.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet